



QUESTIONS À PORTER À L'ATTENTION DE LA COMMISSION

1. Le Comité :

- a) Examine le document "CFS 2022/50/8 "Thème du rapport 2024 du HLPE - avec projets de décisions", tel que présenté par le président du CSA, Gabriel Ferrero ;
- b) Demande au HLPE d'entreprendre l'étude suivante [insérer le titre] qui sera préparée et présentée par le CSA HLPE-FSN en 2024 ;
- c) Demande que le thème du rapport 2028 du CSA HLPE-FSN soit inclus dans le prochain PdM (2024- 2027).

[Note pour les membres du Bureau et du Groupe consultatif : suite à la réunion du 23 mars 2022, trois propositions présélectionnées dans la note du HLPE sur les questions critiques, durables et émergentes sont présentées ci-dessous pour examen.]

CONSTRUIRE DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT RÉSILIENTES ET ÉQUITABLES POUR LA FSN

Justification

Des événements majeurs tels que la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine, les événements météorologiques extrêmes dus au changement climatique et les catastrophes naturelles, révèlent des vulnérabilités structurelles dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire. Il existe également de profondes inégalités et des pratiques non durables dans les systèmes actuels de distribution et de commercialisation des aliments (HLPE, 2021 ; 2022). Les chaînes d'approvisionnement alimentaire sont devenues de plus en plus complexes au cours des dernières décennies, caractérisées par l'augmentation des échanges transfrontaliers de produits alimentaires organisés selon des systèmes de distribution "juste à temps" et la dépendance à l'égard de millions de travailleurs du système alimentaire pour fournir des intrants et produire, transformer, déplacer, commercialiser et préparer les aliments tout au long du chemin vers leur destination finale. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire dépendent de réseaux de transport qui fonctionnent bien (Colon *et al.* , 2021), nécessitent de grandes quantités de terres, d'eau et d'énergie fossile (Taherzadeh *et al.* , 2021), et s'appuient sur des réglementations pour garantir la sécurité et la qualité (Machado Nardi *et al.* , 2020). Dans le cas des chaînes d'approvisionnement alimentaire à vocation mondiale, celles-ci reposent sur des canaux prévisibles de commerce international, rendus possibles par des règles convenues à l'échelle mondiale. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire nationales nécessitent des infrastructures locales et régionales solides pour les intrants, la production, le stockage, la transformation, la distribution et la commercialisation. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire peuvent devenir tendues lorsque l'un des facteurs nécessaires à leur bon fonctionnement est affecté négativement. Les risques associés aux perturbations et aux inégalités existantes dans ces systèmes peuvent être multipliés lorsque les chaînes d'approvisionnement alimentaire dépendent de manière rigide exclusivement des approvisionnements et de la main-d'œuvre mondiaux ou locaux, ou lorsque plusieurs chocs affectent les systèmes alimentaires en même temps (FAO, 2021a). Il est important de reconnaître que la dynamique des chaînes d'approvisionnement alimentaire est également très spécifique au contexte, avec des structures et une organisation uniques dans différentes régions et pays (Nchanji et Lutomia, 2021).

Bien que les chaînes d'approvisionnement mondiales, régionales et locales (souvent informelles) offrent des moyens de subsistance, les différences de pouvoir au sein de ces systèmes peuvent être considérables. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire sont souvent dominées par une poignée de grandes entreprises transnationales qui cherchent à réaliser des économies d'échelle. Mais les entreprises au sommet peuvent avoir un pouvoir disproportionné pour façonner les chaînes d'approvisionnement d'une manière qui peut être désavantageuse pour ceux qui ont moins d'influence (Clapp et Moseley, 2020). Les acteurs ayant le moins de pouvoir - notamment les petits producteurs, les transformateurs et les négociants, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les réfugiés - ont souvent le moins de possibilités de générer des revenus suffisants au sein des chaînes d'approvisionnement et supportent des risques disproportionnés en cas de rupture de la chaîne d'approvisionnement (HLPE, 2020 ; 2021). La production de cultures de base pour le commerce international est également très concentrée, une poignée de pays fournissant la quasi-totalité du blé, du maïs, du riz et du soja commercialisés sur les marchés mondiaux, et une poignée d'entreprises dominant leur commerce (HLPE, 2022 ; Clapp, 2015). De même, quelques entreprises seulement tendent à dominer sur les marchés des intrants agricoles et du commerce, de la transformation et de la vente au détail de produits alimentaires (Howard, 2016), en particulier dans le Nord global. Pendant ce temps, les petits producteurs sont souvent confrontés à des difficultés d'accès aux marchés (Battersby, 2020) et les travailleurs du système alimentaire connaissent souvent des conditions de travail difficiles et de faibles niveaux de rémunération (Klassen et Murphy, 2020).

Les chaînes d'approvisionnement alimentaire risquent d'être perturbées par de nombreux types de chocs différents, notamment les conflits, la vulnérabilité climatique, les maladies humaines et animales, les chocs financiers et les catastrophes locales (par exemple, Davis, Downs et Gephart, 2021 ; Béné, 2020). Ces types de chocs ont le potentiel d'avoir un impact négatif sur de multiples dimensions de la sécurité alimentaire. Par



exemple, les chocs récemment subis, notamment le COVID-19 et la guerre en Ukraine, ont entraîné une disponibilité inégale des aliments en raison du blocage des échanges, du manque d'intrants ou de la pénurie de main-d'œuvre. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement peuvent également entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires, ce qui réduit l'accès à la nourriture et peut inciter les consommateurs à adopter des régimes alimentaires moins sains. Les marchés peuvent également devenir instables et les prix peuvent augmenter fortement en raison de restrictions commerciales soudaines, de faibles niveaux de stocks, de blocages des transports et de dommages ou de faiblesse des infrastructures. Les chocs perturbateurs du système alimentaire peuvent également entraîner des gaspillages, ce qui nuit à la durabilité. Enfin, les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement alimentaire peuvent creuser les inégalités et affaiblir les moyens de subsistance d'une manière qui diminue la capacité des acteurs du système alimentaire (y compris les producteurs, les travailleurs, les commerçants et les consommateurs) à interagir avec les systèmes alimentaires à leurs propres conditions (HLPE, 2021).

Les faiblesses et les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement alimentaire sont largement reconnues, et des appels de plus en plus nombreux sont lancés pour améliorer leur fonctionnement afin qu'elles soient plus avantageuses pour tous les participants (HLPE, 2020 ; CGIAR, 2021). Compte tenu de la

Compte tenu de l'augmentation de la fréquence des chocs subis par les chaînes d'approvisionnement alimentaire ces dernières années et des risques croissants provenant de diverses sources, il est impératif d'étudier plus en profondeur comment les rendre plus résilientes - c'est-à-dire plus capables de se rétablir, de s'adapter et de se transformer face aux chocs - ainsi que plus équitables et durables, afin qu'elles puissent soutenir les six dimensions de la sécurité alimentaire. Les mesures potentielles pour améliorer le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement sont les suivantes encourager une plus grande diversité à tous les stades de la production, de la transformation, du commerce et de la vente au détail des denrées alimentaires, permettant un meilleur équilibre entre les chaînes d'approvisionnement alimentaire aux niveaux mondial, régional et local, afin de réduire la dépendance excessive à l'égard d'un seul canal d'approvisionnement alimentaire ; rendre les chaînes d'approvisionnement plus inclusives, notamment en créant des possibilités d'emploi et de revenu plus équitables ; trouver des moyens innovants de relier les fournisseurs d'intrants aux producteurs et les producteurs aux transformateurs et aux négociants, notamment en utilisant des technologies numériques largement accessibles ; instituer des mesures plus efficaces pour garantir la durabilité environnementale à tous les points des chaînes d'approvisionnement alimentaire, de la production à la consommation ; accroître la transparence des marchés des intrants et des extrants et élaborer des règles commerciales agricoles internationales qui soutiennent les systèmes alimentaires résilients ; renforcer les infrastructures pour soutenir les chaînes d'approvisionnement à plusieurs échelles, y compris au niveau local et régional ; et adopter des politiques plus cohérentes qui soutiennent les mesures visant à améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement.

Questions clés que le CSA pourrait vouloir demander au HLPE-FSN d'examiner dans un rapport :

1. Quels sont les principaux types de vulnérabilités auxquelles sont confrontées les chaînes d'approvisionnement alimentaire et quelles sont les conséquences potentielles pour les acteurs du système alimentaire (y compris les fournisseurs d'intrants, les producteurs de denrées alimentaires, les commerçants, les travailleurs du système alimentaire et les consommateurs), compte tenu des différents types de chocs potentiels, tels que le changement climatique, les maladies végétales ou animales, les crises économiques, les modifications des règles commerciales et les conflits ?
2. Quels types d'inégalités et de déséquilibres de pouvoir sont présents dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et comment affectent-ils la sécurité alimentaire et la nutrition et les moyens de subsistance du système alimentaire, en particulier pour les groupes confrontés à des aspects multidimensionnels et intersectionnels d'inégalité et de vulnérabilité ?
3. Quelles sont les caractéristiques nécessaires pour rendre les chaînes d'approvisionnement alimentaire plus résilientes, et quels types de paramètres sont utiles pour mesurer et suivre la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire ?
4. Quels sont les avantages et les coûts potentiels des différents modèles de chaînes d'approvisionnement pour soutenir les FSN, y compris les chaînes d'approvisionnement mondiales spécialisées centrées sur la production et le commerce internationaux, par rapport aux chaînes d'approvisionnement alimentaire plus axées sur la production et le commerce locaux et régionaux, notamment en termes de renforcement de la diversité et de la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire ?
5. Quels types de changements politiques sont nécessaires, notamment en ce qui concerne les règles du commerce mondial, pour renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire locales, régionales et mondiales, en tenant compte des possibilités d'emploi inclusives et équitables, de la durabilité environnementale, de l'accès à une alimentation saine et des droits de l'homme ?
6. Quel est le rôle des États dans la mise en place de chaînes d'approvisionnement alimentaire plus résilientes, notamment en ce qui concerne la fourniture d'infrastructures, les mesures réglementaires, la coordination des politiques internationales et la cohérence des politiques ?
7. Quelles mesures sont nécessaires pour encourager les stratégies et les investissements du secteur



HLPE 2024 Projet de
décision

Doc No : BurAG/2022/07/29/01e

privé qui favorisent la résilience de la chaîne d'approvisionnement ?

**RENFORCEMENT URBAN ET PERI-URBAIN ALIMENTAIRE SYSTEMES
ALIMENTAIRES URBAINS ET PERI-URBAINS SUR LE CONTEXTE DE
L'URBANISATION ET DE LA TRANSFORMATION RURALE**

Justification

Près de soixante pour cent de la population mondiale vit actuellement dans des centres urbains (UNDESA, 2018 ; Acharya *et al.*, 2020), considérés comme des moteurs de croissance et d'emploi, produisant plus de 80 % du PIB mondial (*ibid.*), mais également confrontés à d'énormes défis pour garantir l'accès de tous les résidents aux services essentiels tels que la santé, l'éducation, le transport et la nourriture. L'augmentation de la population urbaine sera particulièrement forte en Afrique et en Asie, les quinze villes à la croissance la plus rapide au monde étant toutes situées en Afrique. Parallèlement à cette urbanisation, on assiste à un "découplage géographique" (Langemeyer *et al.*, 2021) des villes par rapport aux sources d'approvisionnement alimentaire, l'utilisation des terres urbaines et périurbaines étant réorientée vers des usages plus rentables. Ainsi, les villes perdent rapidement les terres agricoles périurbaines, qui leur ont historiquement fourni des aliments frais. Les zones urbaines connaissent également des taux plus élevés de phénomènes météorologiques extrêmes qui affectent les moyens de subsistance des populations, tandis que les inégalités entre les populations urbaines se creusent (Pelling *et al.*, 2021). Ces tendances signifient que les zones urbaines concentrent également les risques d'insécurité alimentaire et de malnutrition, comme cela est apparu clairement lors de la pandémie de COVID-19. Dans le même temps, les zones urbaines sont pleines de ressources et constituent des centres d'éducation, de technologie et d'innovation, de services sanitaires et sociaux, ainsi que de production, de transformation et de distribution de denrées alimentaires.

Le secteur alimentaire informel est essentiel à la sécurité alimentaire des ménages urbains pauvres dans la plupart des villes en croissance rapide du Sud. Il comprend un réseau complexe de fournisseurs, de transporteurs, de colporteurs, de détaillants et de vendeurs d'aliments dans la rue et sur les marchés, en plus des agriculteurs, et rend les aliments plus accessibles et plus abordables pour les consommateurs urbains. Pourtant, ces acteurs du secteur informel s'appuient principalement sur leurs propres ressources et capitaux et bénéficient de très peu de soutien politique pour renforcer leurs entreprises et garantir la qualité, en termes d'intelligence du marché, de transport et de logistique, de chaînes du froid ou d'installations de réutilisation des déchets (Tefft *et al.*, 2017). En fait, en l'absence de planification spécifique du système alimentaire, la vente et la consommation d'aliments hautement transformés augmentent dans la plupart des centres urbains, tandis que le commerce local qui garantit des aliments sains et frais à des prix abordables, et souvent en plus petites quantités, est négligé, ce qui a des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Peyton, Moseley et Battersby, 2015 ; Battersby, 2017 ; Acharya *et al.*, 2020).

Cette incohérence politique est exacerbée par le manque général de données, d'analyses et de preuves empiriques au niveau des villes pour éclairer la prise de décision sur les questions alimentaires urbaines et périurbaines, ce qui rend difficile pour les décideurs politiques de planifier, de hiérarchiser, de concevoir et de suivre les interventions sur les systèmes alimentaires urbains et périurbains. En outre, les gouvernements et les systèmes d'alerte précoce à la famine (FEWS) n'ont pas non plus été aussi performants dans le suivi de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines qu'ils l'ont été dans les zones rurales, au-delà d'indicateurs très basiques tels que les prix des aliments (Moseley, 2001 ; Krishnamurthy, Choularton et Kareiva, 2020).

Les stratégies choisies pour le développement urbain influencent les SFN, localement et globalement, dans tout le continuum rural-urbain. Les villes peuvent jouer un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques relatives au système alimentaire afin de renforcer leur résilience en s'approvisionnant en aliments cultivés localement ou de manière régénérative le cas échéant, en facilitant la production urbaine et périurbaine durable d'aliments nutritifs, en évitant le gaspillage alimentaire et en renforçant les investissements dans la bioéconomie circulaire, en créant des marchés alimentaires inclusifs et en concevant et commercialisant des produits alimentaires plus sains, tout en atténuant les effets négatifs du changement climatique et en s'y adaptant (HLPE, 2020 ; Heck et Alonso, 2021).

L'agriculture urbaine et périurbaine est une option importante qui peut avoir des effets positifs sur la diversité alimentaire, la qualité des espaces urbains et l'action et l'autonomisation des communautés. Pourtant, dans la plupart des villes, notamment dans les pays du Sud, l'agriculture urbaine et périurbaine ne bénéficie que d'un



soutien limité de l'État. Au contraire, les réglementations en vigueur dans les villes et la valeur marchande des terrains limitent les possibilités de production locale. Une enquête récente indique que les gouvernements municipaux jouent un rôle énorme dans l'identification et la mise en relation des acteurs du système alimentaire afin de favoriser des initiatives communautaires innovantes pour soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition (FAO, 2020). Face aux conséquences dramatiques de la pandémie, par exemple, les jardins familiaux ont fourni des compléments alimentaires sains et nutritifs aux classes moyennes urbaines (Lal, 2020). Les marchés locaux se sont multipliés, tout comme les initiatives des producteurs familiaux pour la livraison à domicile de paniers d'aliments frais et les initiatives de dons alimentaires aux communautés à faibles revenus. De nombreux habitants des zones urbaines, notamment les migrants, les sans-papiers et les travailleurs informels, ont été contraints de se rendre dans les banques alimentaires.

et des organismes de bienfaisance, ce qui porte gravement atteinte à leur dignité et à leur autonomie (Rao *et al.*, 2020). Ces expériences soulignent l'importance et le potentiel de la dimension territoriale des systèmes alimentaires pour la réalisation du droit humain à l'alimentation (Recine *et al.*, 2021).

Compte tenu de l'importance sociale et économique des zones urbaines, il est impératif de relever les défis de l'urbanisation en relation avec la transformation rurale pour "reconstruire en mieux" à la suite de la pandémie de COVID-19 - en s'attaquant à la pauvreté et aux inégalités, en renforçant la résilience et l'inclusion sociale et en favorisant des moyens d'existence durables. Les besoins spécifiques des divers contextes ruraux et urbains, et les liens entre eux, doivent être pris en compte dans la formulation des politiques alimentaires. Le nouvel agenda urbain appelle à l'intégration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la planification urbaine et territoriale (ONU Habitat, 2016). Certaines des mesures politiques recommandées sont les suivantes : accès équitable aux terres et aux ressources agricoles productives pour les petits producteurs, investissement dans les infrastructures rurales, priorité donnée aux personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans les villes et les zones rurales pour qu'elles aient accès à des aliments nutritifs et à des conditions de vie plus saines, et anticipation de l'avenir interconnecté de l'urbanisation et de la transformation rurale (HLPE, 2020 ; Heck et Alonso, 2021). Une analyse plus approfondie des systèmes alimentaires est nécessaire dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale pour garantir le respect des droits à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans ses six dimensions.

Questions clés que le CSA pourrait vouloir demander au HLPE-FSN d'examiner dans un rapport :

1. Comment rendre les systèmes alimentaires urbains et périurbains plus équitables et accessibles, tant pour les acteurs du système alimentaire qu'en termes de sécurité alimentaire et de résultats nutritionnels ?
2. Comment rendre les chaînes d'approvisionnement alimentaire urbaines, formelles et informelles, locales et globales, plus résilientes pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain, en particulier pour les travailleurs du système alimentaire dans l'économie informelle ?
3. Quels sont les changements à apporter à la planification urbaine pour mieux soutenir toutes les dimensions de la sécurité alimentaire - y compris le soutien aux droits de l'homme et à l'agence ainsi que la durabilité, en particulier pour les plus vulnérables et ceux qui vivent dans des établissements informels ?
4. Comment les gouvernements nationaux et municipaux peuvent-ils renforcer le potentiel des villes à faible émission de carbone, inclusives, relativement autosuffisantes et résilientes, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le sillage du changement climatique et de crises telles que la pandémie de COVID-19 ?
5. Quelles sont les politiques les plus appropriées le long du continuum rural-urbain pour aborder les questions de régime foncier, d'expansion urbaine sur d'anciennes terres agricoles, de migration vers les zones urbaines et de concurrence croissante pour les ressources naturelles ?
6. Quels sont les avantages et les défis potentiels des marchés territoriaux pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition des populations urbaines ?
7. De quelle manière l'incorporation de pratiques d'agriculture intelligente du point de vue climatique et d'économie circulaire dans l'agriculture urbaine et périurbaine peut-elle fournir des cobénéfices climatiques pour tous et renforcer la résilience climatique ?
8. Comment engager les citoyens et leur donner les moyens de conduire des processus inclusifs, transparents et participatifs pour les transformations urbaines et comment assurer la complémentarité entre les approches descendantes et ascendantes ?

LES CONFLITS ET LA FRAGILITÉ DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Justification

Les conflits sont l'un des principaux facteurs de la faim et de la malnutrition, qui, à leur tour, peuvent être des facteurs de conflit. Les situations désastreuses actuelles dans les zones de conflit et d'après-conflit - notamment en Afghanistan, en République centrafricaine, dans le nord-est du Nigeria, en Somalie, au Sud-Soudan, en République arabe syrienne, au Yémen et, plus récemment, dans le Tigré, en Éthiopie - ont augmenté l'incidence de la faim et de la malnutrition extrêmes (von Grebmer *et al*, 2021). À l'échelle mondiale, la guerre actuelle en Ukraine exacerbe les défis du système alimentaire mondial en raison du blocage des céréales et autres produits, de la hausse des prix, des dommages causés aux infrastructures agricoles et de l'interruption du cycle agricole. En outre, les restrictions à l'exportation et les sanctions économiques ont un impact énorme sur les pays importateurs nets de denrées alimentaires et sur les régions qui souffrent déjà d'insécurité alimentaire. Le marché mondial des céréales étant largement concentré entre les mains d'une poignée de grands pays exportateurs et de quelques sociétés, l'impact de ces perturbations est ressenti largement et profondément dans le monde entier (HLPE, 2022).

Lorsque le conflit rencontre l'urgence climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes, les maladies infectieuses et la concurrence pour l'accès aux ressources comme l'eau et les terres arables, l'insécurité alimentaire grave s'aggrave (FAO et PAM, 2016). En 2021, 70 % des personnes souffrant de faim aiguë vivaient dans des pays touchés par un conflit (FAO et PAM, 2022). À l'heure actuelle, plus de 49 millions de personnes, vivant dans plus de trois douzaines de pays, ne sont qu'à un pas d'une déclaration de famine (ONU, 2022), un nombre qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Ces États et individus fragiles sont dans une situation désastreuse.

Sans une paix durable, la communauté internationale a peu de chances d'atteindre l'objectif de la faim zéro. Les conflits ont des répercussions négatives sur les six dimensions de la sécurité alimentaire (HLPE, 2020) - en déplaçant les agriculteurs et les éleveurs, en détruisant les actifs agricoles, en perturbant les marchés, en augmentant les prix des aliments et en sapant les moyens de subsistance. Les situations de faim et de malnutrition sévères qui en résultent touchent particulièrement les personnes déjà vulnérables, comme les petits exploitants et les agriculteurs de subsistance, les éleveurs, les femmes, les enfants, les peuples autochtones et les minorités raciales ou ethniques (Moseley, 2017). Dans les situations de conflit, la faim et la malnutrition sévères se propagent souvent rapidement aux endroits voisins par le biais des déplacements et des migrations forcés. En l'absence d'une réponse urgente, la faim induite par les conflits ne tue pas seulement des personnes, mais détruit des systèmes alimentaires entiers (Elver, 2017).

Un précurseur pour répondre de manière adéquate à ces crises est de disposer de données fiables sur la sécurité alimentaire dans les zones de conflit au moment où les conflits émergent. Au-delà des systèmes d'alerte précoce, cependant, l'accès aux populations touchées par les conflits est généralement limité (Lander et Vetharanim Richards, 2019), ce qui empêche la collecte des données nécessaires pour pousser à une action rapide.

Les interventions humanitaires d'urgence à court terme sont vitales, mais ne suffisent pas. Ces opérations sont généralement destinées à répondre aux crises immédiates, plutôt qu'à permettre le développement d'une paix à long terme et de systèmes alimentaires durables. En outre, les organisations humanitaires sont déjà sollicitées au-delà de leur capacité à résoudre même les urgences immédiates en raison de ressources financières limitées (Development Initiatives, 2021) et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Le Programme alimentaire mondial (PAM) paie 44 % de plus pour les denrées alimentaires cette année par rapport à 2019 - soit 73 millions USD supplémentaires par mois (PAM, 2022).

Bien que l'aide au développement et les investissements à long terme soient essentiels pour briser le cercle vicieux de la faim et des conflits, sans consolidation de la paix, l'impact de ces efforts est limité. La communauté internationale a l'obligation de répondre à la tragédie humaine de la faim induite par les conflits, étant donné la Charte des Nations unies, les principes fondateurs des institutions basées à Rome et



les engagements internationaux en matière de droits de l'homme. Cela implique de soutenir les stratégies locales de résolution des conflits dans la mesure du possible.

Il existe des exemples dans le monde entier où des politiques de développement efficaces ont permis de répondre à la faim provoquée par les conflits et de résoudre les conflits, donnant ainsi l'espoir d'une reprise pacifique et du rétablissement de systèmes alimentaires durables et équitables (FAO, 2016). Une approche holistique à long terme est nécessaire pour résoudre les problèmes structurels

pertinents pour l'insécurité alimentaire, tels que les chocs politiques et économiques, l'épuisement et le pillage des ressources naturelles, et l'exclusion socio-économique résultant d'un conflit (CFS, 2015). Un travail diligent en vue de mettre en œuvre des systèmes de protection sociale pour couvrir les pauvres et les vulnérables contribuera à résoudre ces problèmes structurels à l'avenir (objectif de développement durable [ODD] cible 1.3).

Dans son 15e rapport (2020), le HLPE-FSN formule des recommandations pour répondre aux besoins des personnes touchées par les conflits. Ces recommandations comprennent la fourniture en temps utile d'une aide alimentaire d'urgence nutritive et adéquate, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour faciliter la production, la préparation et l'utilisation des aliments, la mise en place de systèmes alimentaires fonctionnels dans les situations post-conflit et le renforcement des capacités de développement et de gouvernance (HLPE, 2020). Faire évoluer tous les systèmes alimentaires vers la durabilité grâce à l'innovation, la technologie, l'agroécologie et les meilleures pratiques localisées avant, pendant et après les conflits permettra de réduire leurs impacts drastiques à long terme. Il s'agit, par exemple, de protéger les droits des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés qui travaillent dans le secteur alimentaire, de tester des solutions agrispatiales pour minimiser les risques de sécurité, et d'investir dans le petit bétail et les cultures d'avenir (Townsend *et al.*, 2021).

Questions clés que le CSA pourrait vouloir demander au HLPE-FSN d'examiner dans un rapport :

1. Comment le droit à l'alimentation est-il compromis dans les situations de conflit ? Quelles recherches et données sont nécessaires pour mieux comprendre ces dynamiques ?
2. Quels sont les principaux défis de l'action humanitaire pour assurer l'accès à la nourriture des populations vulnérables dans les situations de conflit, y compris la relation complexe entre le conflit et d'autres crises multiples telles que le changement climatique et la pandémie ?
3. Quels sont les principaux facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire et des inégalités entre les sexes en période de conflit et de fragilité ?
4. Quelles sont les politiques, approches et innovations les plus prometteuses pour soutenir les systèmes alimentaires locaux et assurer la résilience dans les zones exposées aux conflits ?
5. Comment permettre aux populations locales touchées par un conflit d'être des agents du changement plutôt que des récepteurs passifs en période d'aide humanitaire ?
6. Comment la communauté internationale peut-elle promouvoir le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix pour prévenir les crises alimentaires liées aux conflits, tout en mettant en place des systèmes alimentaires durables et équitables à long terme ?
7. Comment des politiques et des lois telles que la résolution 2417 du Conseil de sécurité des Nations unies peuvent-elles contribuer à prévenir l'utilisation de la famine comme arme de guerre ? Comment les faire appliquer au mieux ?
8. Quelles sont les conséquences des sanctions économiques sur les droits de l'homme, la sécurité alimentaire et la nutrition dans les sociétés en conflit et post-conflit ?
9. Comment des méthodologies de recherche innovantes peuvent-elles contribuer à atténuer l'insécurité alimentaire en période de conflit ?